



Présidentielles 2007

Investitures, candidatures : renouveau démocratique ou dérive populiste ?

Primaires au PS, débats sur les candidatures dans les collectifs anti-libéraux, tensions à l'UMP, la question des investitures semble s'aborder de manière nouvelle pour cette présidentielle. Quelle lecture de la séquence politique qui accompagne les premières déclarations de candidatures ?

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 818

30 novembre 2006

prix : 0,70 €



Les élus communistes et républicains refusent, dans les différentes instances où ils siègent, l'ouverture des commerces les dimanches 24 et 31 décembre. Rien ne justifie une telle demande, les arguments des représentants des enseignes commerciales ne tiennent pas. Qui, à part eux, oserait soutenir que les citoyens ne seraient pas en capacité de s'organiser pour les fêtes de fin d'année avec les horaires d'ouverture actuels. C'est d'abord le pouvoir d'achat des familles qui conditionne le niveau des achats. C'est sur cette question qu'il faut agir, et non sur les heures d'ouverture des commerces.

■ UN APPEL DE MARIE-GEORGE BUFFET

P 2

La Secrétaire nationale lance une adresse aux femmes et hommes de gauche à l'issue du Conseil national du PCF.

■ LÉGISLATIVES

P 3

Les communistes de Loire-Atlantique réfléchissent sur les candidatures qui seront proposées aux électeurs au printemps prochain.

■ FINANCES LOCALES

P 7

2 000 élus de toute la France se sont retrouvés à Paris pour exiger de l'argent pour les communes.



■ SOCIAL

P 5

Saint-Nazaire : la tension monte chez les sous-traitants des Chantiers en grève et à Pielstick privé de moteur par la maison mère MAN.

■ NOTRE JEU

P 8

La vigne et le vin 2006



L'actualité politique...

EN BREF

Dérapiage

Le Président socialiste de la région Languedoc Roussillon n'en finit pas de dérapier. Après les Harkis, il s'en prend maintenant à la composition de l'équipe de France de Football dans des propos racistes qui ne déplairont assurément pas à Jean Marie LE PEN. Eminence de la rue de Solférino, est-il atteint par la limite d'âge ou va-t-il au bout de ses pensées ? De toute façon, quelle que soit la raison de tels propos, ils sont inacceptables.

Turbulences

L'UMP connaît une période de turbulence certaine. L'Élysée par l'intermédiaire de son locataire, avec comme «femme de main» la ministre de la défense, organise avec minutie les crocs en jambe qui ont tendance à déstabiliser celui qui hier encore se voyait donner à manger aux canards des jardins de la présidence. Dur, dur pour le petit prince de la place Beauvau...

Coup de pouce

Bernard ACCOYER chef de file des députés de l'UMP, s'est déclaré «au nom de la démocratie» pour la candidature de Jean Marie LE PEN à l'élection présidentielle. Il a ensuite lancé un appel implicite à faciliter la tâche du FN, en refusant de donner une consigne d'interdiction de parrainage aux élus de son Parti. Il est vrai qu'il est tellement difficile, quelquefois, de situer les limites des propos des uns par rapport aux autres sur d'importantes questions de société...

PREMIÈRE SCIENTIFIQUE :



Coup de pouce (2)

«Les maires sont libre de signer.../... c'est une liberté fondamentale de chaque élu» s'est également exclamé le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale avant de préciser qu'il n'y aura aucune réprimande pour ceux qui signeront pour LE PEN ou pour BESANCENOT, a t il conclu. Sans autre commentaire de notre part...

Coup de pouce (3)

Ce n'est pas plus dur qu'une pétition bien ciblée si l'on en croit la doyenne des candidates à l'élection présidentielle pour obtenir les 500 signatures. Pour Arlette LAGUILLER, ce serait déjà 450 parrains qui se seraient fermement positionnés pour sa candidature et plusieurs dizaines qui devraient rapidement le faire. A regarder l'échiquier politique de la France, je ne savais pas qu'il y avait autant de maires troskistes dans notre pays. Il y a de nombreux «anciens», c'est bien connu au Parti socialiste mais ceux cachés au sein de l'UMP, ça c'est un scoop...

Fausse note

Dans un concert politico-médiatique élogieux qui faisait suite à la désignation de Ségolène ROYAL par les socialistes à la candidature présidentielle, quelques voix se sont tout de même fait entendre pour remettre les pieds sur terre à ceux qui avaient eu un peu tendance à ne plus les avoir. C'est ainsi que Emmanuel TODD historien et démographe déclare «Pour moi, Ségolène ROYAL peut faire perdre la gauche car elle ne «parle» pas au peuple de gauche et encore moins aux ouvriers. Elle a un discours très à droite, [...] Or beaucoup d'électeurs se sont décrochés des idéologies traditionnelles, à commencer par les ouvriers.»

Point de vue

par Gilles BONTEMPS



Les communistes sont pleinement engagés dans une démarche de rassemblement dans des collectifs visant à accueillir toutes celles et tous ceux qui aspirent à un vrai

changement. Dans le département, une dizaine de collectifs existent. A l'évidence, le débat autour du choix du candidat portant les couleurs du rassemblement antilibéral se fait vif, tant les conceptions divergent. A la LCR, qui conditionne sa participation au refus de tout accord unitaire avec le PS, le Parti Communiste oppose une démarche visant à battre la droite et à construire une majorité politique. Marie George BUFFET a précisé au Conseil national du PCF le 21 novembre, qu'«au regard de l'intérêt de notre peuple et de la gauche, construire à gauche de

la gauche en excluant de fait la majorité du peuple de gauche serait passer à côté de l'essentiel, à côté de ce qui peut ouvrir l'espoir et créer une dynamique majoritaire.»

De plus, la candidate proposée par la quasi unanimité des communistes est la seule personnalité qui bénéficie à la fois de l'expérience, de la capacité à rassembler en partageant son

temps de parole (on l'a vu lors de la campagne référendaire), connue des Français qu'elle rencontre dans les quartiers populaires, à la porte des entreprises, tout en pouvant mettre à la disposition de ce rassemblement un parti structuré, fort de son militantisme. Elle est la seule à pouvoir

mobiliser les couches populaires. Sa candidature s'impose parce que le débat doit impérativement s'affranchir du dénigrement des partis qui est dans l'air du temps, si l'on veut construire une majorité politique capable de gouverner.

«Une candidature de rassemblement pour construire une majorité politique»

Adresse aux femmes et aux hommes de gauche

Lors du Conseil national extraordinaire du 20 novembre Marie-George BUFFET a lancé un appel à ceux qui souhaitent que la gauche gagne pour mettre en œuvre une politique nouvelle. Nous publions l'ensemble de cet appel.

Chômage, pauvreté, précarité, discriminations, insécurité, mépris... En France, avec ce gouvernement de droite comme dans toute l'Europe où elles s'appliquent, les politiques «libérales» de soumission aux exigences des marchés financiers conduisent à l'impasse. La gauche est face à un choix et un seul pour que la vie change : choisir une politique nouvelle. Une politique qui prenne les problèmes à la racine et qui, pour cela, ose s'affronter aux intérêts des puissants. Il n'y aura pas de changement sans ce courage-là. 2007 va être une année décisive pour battre la droite, pour barrer la route à SARKOZY, le «petit BUSH français», et pour ouvrir un nouvel espoir à gauche. Mais si la gauche s'entête à reculer devant les réformes nécessaires, à proposer des politiques qui ont échoué, le pays n'ira pas mieux et c'est LE PEN qui en profitera. Comme beaucoup, nous sommes inquiets d'une gauche qui renoncerait à mener une politique de gauche, comme le fait Tony BLAIR en Angleterre. En ce sens, les propositions de Ségolène ROYAL sont préoccupantes. Car une politique de gauche, ce doit être la justice sociale, l'augmentation du SMIC, des salaires, des retraites, du pou-

voir d'achat, le droit au logement pour tous.

Ce doit être la lutte contre la précarité, les suppressions d'emplois, les délocalisations et pour une sécurité d'emploi et de formation.

Ce doit être l'abrogation des lois FILLON et DOUSTE BLAZY et le développement de la protection sociale.

Ce doit être des mesures effectives pour assurer une réelle égalité entre les femmes et les hommes.

Ce doit être la garantie pour chaque enfant, chaque jeune, quelle que soit son origine sociale, d'une éducation et d'une formation de haut niveau.

Ce doit être l'abrogation de toutes les lois et mesures discriminatoires contre les étrangers, la régularisation des sans-papiers, le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers.



Ce doit être un nouveau type de développement, fondé sur la remise en cause des privatisations et l'extension des services publics, le renforcement de l'économie sociale et solidaire, l'élargissement des droits des salariés, l'écologie et le développement durable, une politique libérant la recherche du carcan de la financiarisation. Ce doit être une 6e République cassant le présidentielisme et la confiscation des pouvoirs, étendant les droits et les libertés des individus, des citoyens, des salariés.

Ce doit être une action de la France pour faire respecter le vote du 29 mai, refuser les

directives de libéralisation, construire l'Europe de la justice sociale et de la démocratie que demandent les Européens, contribuer à la paix, au désarmement, au respect des droits humains et à un monde de la solidarité entre tous les peuples et tous les continents. Ce doit être la mobilisation des moyens financiers, de l'État, des banques, des entreprises et la conquête de nouveaux pouvoirs pour réaliser ces ambitions.

Nous toutes et nous tous, femmes et hommes de gauche, dans la diversité de nos choix électoraux, qui partageons cette volonté que la gauche gagne en 2007 et que cette victoire débouche sur une nouvelle majorité et un gouvernement déterminé à mettre en œuvre une telle politique, construisons ensemble le rassemblement populaire et citoyen pour ce changement !

Le rassemblement antilibéral auquel travaillent les communistes avec beaucoup d'autres, vise cet objectif. Électrices et électeurs communistes, socialistes, écologistes, républicains, d'extrême gauche, nous nous retrouvons depuis des années dans les luttes contre la droite et le patronat, pour la justice, la liberté, la dignité.

Nous nous sommes retrouvés très nombreux dans le NON de gauche. Nous vivons et travaillons côte à côte en partageant les mêmes préoccupations et les mêmes aspirations. Ce rassemblement, vous y avez toute votre place, non pas pour vous rallier à qui que ce soit, mais pour contribuer, avec vos idées et vos propositions, à ce que nous puissions permettre ensemble à notre peuple, majoritairement, de se prononcer pour une politique de gauche.

Ensemble, créons un nouvel espoir pour gagner.

Marie-George BUFFET.

VITE LU VITE DIT

Vous avez dit «rassurés» ?

Une délégation d'élus du département parmi lesquels aucun élu communiste, sans doute oubliés volontairement dans l'invitation, a rencontré le nouveau PDG d'Airbus Louis GALLOIS à propos des difficultés que rencontre l'avionneur dans la période présente.

L'annonce faite nationalement, de restructuration au sein de la société, les répercussions sur l'emploi et les entreprises sous traitantes travaillant pour l'aéronautique, ne sont pas sans interroger sur notre département qui compte dans la région nantaise et nazairienne plusieurs unités de production.

A en croire la délégation conduite par le Président de la région Jacques AUXIETTE, le patron d'Airbus " a été clair, il n'y aurait pas de réduction d'effectifs dans le secteur de la production sur notre département ".

Souhaitons sincèrement que " l'enthousiasme " ne soit pas éphémère mais interrogeons-nous tout de même sur le sens des propos tenus car si on parle de " maintien des effectifs " Airbus le silence autour de la sous traitance nombreuse dans cette industrie est, comme par hasard, oubliée. Un silence qui cache peut-être des lendemains difficiles.

Législatives

Vers des candidatures du PCF proposées au rassemblement

Conséquence de l'inversement du calendrier électoral et du raccourcissement du mandat présidentiel, les élections législatives auront lieu en juin 2007, un mois après l'élection présidentielle. C'est dire le rapport étroit entre les deux scrutins et l'incidence du premier sur le second. Les enjeux sont importants puisqu'il s'agit de construire une majorité politique de gauche porteuse d'aspirations populaires visant à battre la droite et à déployer une politique véritablement alternative au libéralisme. L'actuelle construction d'un rassemblement de toutes les forces antilibérales de gauche se donnant l'ambition d'une nouvelle majorité à gauche, implique donc une nouvelle démarche des communistes, comme c'est le cas aujourd'hui avec l'élection présidentielle. Ainsi, il s'agit de rechercher un double consensus, dans les collectifs et entre les forces constituant ces collectifs.



Afin de préparer le Parti Communiste à ce débat, au plan départemental, notre Fédération s'est engagée dans un processus de désignation de candidat(e)s proposé(e)s au rassemblement. Une réflexion au niveau des sections est actuellement engagée à partir des réalités politiques de terrain. Quels enjeux localement ? Quelles conséquences pour l'implantation

de notre Parti ? Quelles incidences sur les échéances qui suivront (municipales de 2008) ? Un collectif «élections» mis en place par le Conseil départemental, a pour responsabilité d'avancer, avec les sections, des propositions sur les 10 circonscriptions du département, sachant qu'il faudra désigner dans chacune d'elles, 1 titulaire et 1 suppléant(e) en respectant le cri-

rière de la parité et en visant des objectifs politiques comme, dans certains cas, l'ouverture à des personnalités non issues des rangs du PCF. Le Conseil départemental du 21 novembre a fait le point de l'état d'avancement de cette réflexion et a retenu une méthode :

- engager le débat dans toutes les sections au niveau des comités locaux visant à faire des propositions de candidatures (débat coordonné par le collectif " élections ")

- Les communistes décideront ensuite selon les formes qu'ils retiendront de leur candidature lors d'assemblées générales de communistes par circonscription où par d'autres formes, ils émettront ainsi un avis sur les propositions des sections

- un Conseil départemental se tiendra le 12 décembre qui fera le point sur l'état d'avancement du processus et, le cas échéant, validera ou non les propositions, conformément aux statuts du Parti, avec la volonté d'atteindre les objectifs politiques visés (ouverture, parité...)

L'énergie dans l'Ouest, un sujet d'inquiétude ?

Pour aborder ce sujet, les Fédérations de l'Ouest du Parti Communiste Français avaient organisé une rencontre débat à Laval le 14 novembre 2006. Les principaux enjeux énergétiques de la France et du monde ont été présentés dès le début de la séance par la projection d'un film et les interventions d'Hervé NIFENEKER consultant du CNRS et Président de l'association «sauvons le Climat» et du député communiste Daniel PAUL.

Les menaces sur les tarifs régulés de l'électricité et les risques climatiques ont été les sujets d'inquiétude dominants des 170 participants. Si le nucléaire a été jugé indispensable par la majorité de la salle pour répondre aux besoins d'énergie, il suscite des inquiétudes compréhensibles, notamment

sur les questions des déchets, des risques d'accident grave et du démantèlement des installations.

L'intervention d'un ingénieur d'EDF, Jean BARRA, montra qu'en plus d'un contexte national difficile marqué par une dépendance accrue de nos approvisionnements, l'Ouest se trouve dans une situation encore plus délicate puisque cette partie de notre pays ne produit que 50 % de l'électricité qu'elle consomme. S'opposer aux lignes à haute tension qui amènent le courant et à la réalisation d'installations de production dans ces conditions ne peut que renforcer les risques de panne (d'actualité en Europe). Ces risques, inacceptables pour les industriels, ne peuvent que freiner le développement durable ainsi que l'emploi, voire favoriser les délocalisations d'activités.

L'énergie dans l'Ouest est donc une vraie question d'avenir.

Entre le cœur et le porte-monnaie

L'accident de la passerelle des Chantiers survenu le 15 novembre 2003 avait suscité dans notre département, une très vive émotion. Le lundi qui suivit, l'ensemble des salariés n'avait pas travaillé, respectant une journée de deuil compréhensible demandée par la Direction des Chantiers. Mais voilà, l'argent étant plus fort que le cœur, la direction de l'entreprise annonça rapidement qu'elle ne payerait pas cette journée. Il aura fallu plusieurs jugements pour qu'enfin, la cour de cassation donne raison aux salariés qui, avec l'appui de la CGT, ont obtenu gain de cause. La direction doit payer cette journée à l'ensemble du personnel, intérimaires compris.

De vous à moi...

Quand on ne succombe pas à la fascination bien orchestrée, on peine encore un peu à bien cerner ce qui vient de se passer avec l'intronisation de Ségolène ROYAL par le PS. Qu'importe : la gazelle a terrassé les éléphants, qui ont aussitôt fait acte de contrition et d'allégeance. Insaissable à ses concurrents, elle s'est évertuée à être là où on ne l'attendait pas, partout et nulle part, mais souvent aux confins de la droite. Et, dès que les arguments devenaient trop serrés, elle se repliait vite fait dans sa posture victimaire préférée, avec cet argument final et suprême : elle est une femme ! Parions donc que même SARKOZY - après son dérapage contre MAM dans son propre camp - aura lui aussi bien du mal à l'encercler et à la contraindre. Mais, pas d'inquiétude ! Cette vacuité vertigineuse, ce vide saisissant, sondages, médias et commentateurs - oublieux de leur erreur sur le NON du 29 mai - nous l'affirment tous en chœur, répon-

draient pile poil aux attentes des foules qui ne demandent plus rien d'autre que du rêve et du bonheur. Alors, dormez bien : la belle fée Ségolène veille sur vous. Dans son monde enchanté, pourquoi s'encombrer d'une stature, de compétences, d'un projet majoritaire et d'un programme ? Bonjour la politique people du look et du vide : sourire figé et quelques lieux communs, la plupart d'inspiration néolibérale, saupoudrés de belles bourdes et bévues, le tout proféré avec l'aplomb d'une énarque volontiers cassante - la mère fouettarde perçant alors sous l'icône BCBG - a pu suffire à construire l'illusion. Pour combien de temps ? Dans l'immédiat, exit de la politique : on est dans le domaine de l'incantation et de la ferveur religieuse des convertis. Ou sommes-nous entrés dans le showbiz d'une première Star'Ac présidentielle, quand les fans remplacent les citoyens : pour Sarko tapez 1, pour Ségo tapez 2 ?

J.Y.M.

DOSSIERS DE CAMPAGNE

2007 : INVESTITURES, CANDIDATURES

Renouveau démocratique ou dérive populiste ?



La campagne présidentielle s'ouvre sur un rythme inédit avec ses vedettes à l'américaine qui relèguent parfois le débat de fond au rang d'accessoire médiatique. Dans le même temps, les désignations de candidats et les débats d'investitures témoignent d'une certaine nouveauté. A droite, Nicolas Sarkozy surfe sur les sondages d'opinions et

travaille à apparaître comme le candidat du « bon sens », ne lésinant pas sur les coups médiatiques et les propositions contradictoires pour flatter des couches diverses de l'électorat. Mais alors que la machine UMP semblait bien huilée pour lui dérouler le tapis rouge d'une campagne sans fausses notes, on voit réapparaître des adversaires, Villepin

ou Alliot Marie, qui se placent en héritier du gaullisme et en garant de l'esprit républicain à droite. Du côté du PS, le choix des primaires a d'abord été une formidable opération médiatique. Le débat d'idées a eu lieu, et les militants ont tranché. Mais quelle interprétation peut-on faire du Raz de marée Ségolène Royal ? Il témoigne d'abord d'un choix d'efficacité et d'une concession à la pression médiatique plutôt qu'au projet. Mais il relève aussi le glissement d'un parti en difficulté avec son identité : rompre avec les propositions traditionnelles de la social-démocratie française pour rassembler au delà des clivages, quitte à s'émanciper de la priorité affichée

jusque là pour la question sociale. Au delà de l'opposition UMP/PS dont on s'aperçoit que les lignes bougent, d'autres espèrent endosser le costume de « 3^{ème} homme ». Les candidatures Bayrou, Hulot, Chevènement cherchent à trouver leur espace tandis qu'un FN toujours aussi dangereux peut de nouveau créer la surprise. Dans un pays où la crise de la politique s'accroît, la tentation populiste et la recherche du candidat providentiel prennent de l'ampleur. De ce point de vue la démarche des collectifs antilibéraux est particulièrement intéressante. Une fois l'accord trouvé sur le programme, il s'agit de discuter des candidatures. Et l'on

s'aperçoit qu'au cœur même d'un rassemblement politique et citoyen qui fait le pari d'une démarche novatrice, la tentation est forte d'éliminer les candidats appartenant à un parti. C'est

La désignation de Marie-George Buffet serait un geste fort en direction des adversaires d'une alternative transformatrice à gauche

le pari des candidatures Salesse ou Autain alors que Bové tente de se positionner en « sauveur suprême » du rassemblement. Reste la candidature de Marie George Buffet, portée par quelques 60 000 voix communistes. Elle fait débat et révèle les difficultés du rassemblement.

Alors qu'elle semble le mieux correspondre aux critères de rassemblement, de travail collectif et de représentativité de toutes les sensibilités de la gauche, des socialistes déçus aux plus fermes partisans de la rupture avec le capitalisme, alors qu'elle semble la mieux à même de s'adresser au monde salarié et aux habitants des quartiers populaires, la tentation est forte d'éliminer sa candidature au prétexte qu'elle est dirigeante du PCF. Sa désignation serait pourtant un geste fort en direction des adversaires d'une alternative transformatrice à gauche et un beau pied de nez à ceux qui profitent de la crise démocratique et politique qui secoue la Vème république.

Jean-Yves Martin Retraité de l'éducation nationale

Quel regard portes-tu sur la séquence démocratique et institutionnelle qui s'ouvre avec la présidentielle ?

Certes on a mille raisons d'aspirer aux changements institutionnels s'orientant vers une VI^{ème} République mettant en cause le présidentialisme. Mais on ne peut cependant pas faire abstraction que dans l'immédiat, et pour toute phase de transition, le chef de l'Etat reste le pivot, l'artisan et le garant de leur nécessaire évolution. D'où une exigence légitime de crédibilité, d'expérience et de compétence pour tout-e candidat-e à la présidence. Or, depuis plusieurs décennies, les effets de la crise de la politique ont pourtant entraîné l'inflation de candidatures de strict témoignage, d'abord « fantaisistes » (Coluche en 1981), et puis protestataire et/ou populiste, sans véritable perspective ni réelle volonté de réussite majoritaire. Elles ont cependant montré leurs limites,

et toute leur capacité de nuisance en avril 2002. Mais cette fois, on observe pour 2007 l'émergence d'innombrables candidatures (près de 40) de « l'air du temps », qui cherchent à passer outre à certains effets de la crise de la politique en essayant, au sein ou en marge des partis, de surfer sur nombre d'aspirations plus unidimensionnelles que véritablement transversales, entre autres la proclamation d'une soi-disant « rupture », la préoccupation écologiste (N.Hulot), l'altermondialisme (J.Bové) ou le positionnement féministe/antimachiste (S.Royal).

Le choix de Ségolène Royal constitue pour le PS un triple point de fuite

La gauche se donne-t-elle les moyens de sortir de la crise politique ?

Dans cette démocratie d'opinion - bien plus que « participative » - orchestrée par les médias et

orientée par les sondages, le choix de Ségolène Royal constitue finalement pour le PS un triple point de fuite à tout besoin d'inventaire : pour le virage social libéral de 1983, l'échec de Jospin en 2002 et son soutien au Traité constitutionnel européen en 2005. Il n'est pas certain que les partisans du non de gauche, jusque dans l'électorat PS, y trouvent leur compte. S'ouvre ainsi tout un espace pour l'alternative antilibérale. C'est avec cet objectif que les communistes proposent la candidature de M-G Buffet. L'ampleur du travail qui reste à faire ne doit être qu'un nouvel encouragement à la mobilisation.



Le point sur les candidatures

UMP: Nicolas Sarkozy est toujours en campagne. Il reste l'adversaire le plus dangereux à droite même si, dans son propre camp, les candidatures Villepin ou Alliot Marie peuvent lui faire de l'ombre.

PS: Les militant socialistes ont semblé t il fait confiance aux sondages en votant massivement pour Ségolène Royal.

FN: Le Pen espère profiter de ce que la droite a repris un certain nombre de ses propositions, à 6 mois de l'élection, il n'a jamais été aussi haut dans les sondages

UDF: Malgré son programme très libéral Bayrou tente de se repositionner au centre et de se démarquer de la droite.

Verts: Ils présentent Dominique Voynet et ont déjà négocié avec le PS pour les circonscriptions législatives.

PCF: Les communistes proposent aux collectifs antilibéraux la candidature de Marie George Buffet. José Bové, Yves Salesse, Clémentine Autain et Patrick Braouezec briguent aussi l'investiture des collectifs

LCR: Enfermée dans sa théorie des deux gauches, la LCR présente Olivier Besancenot et tourne le dos au rassemblement unitaire même si les minoritaires continuent d'y participer.

LO: Renvoyant dos à dos la gauche et la droite, Arlette Laguiller sera candidate pour la 5^{ème} fois.

PRENONS NOTE...

Fusion GDF - Suez en péril

Le tribunal de grande instance saisi en référé par les syndicats vient de rappeler à l'ordre les deux directions pour n'avoir pas respecté un « calendrier intégrant les exigences légales ».

Aveuglé par les dogmes idéologiques sans rapport avec les besoins des salariés, des usagers et de l'économie du pays, le gouvernement et son passage en force est récusé. Ce blocage temporaire doit permettre de remettre le dossier sur la place publique, dans la transparence. Le PCF demande un moratoire pour stopper la vague de libéralisation et de privatisations pour engager un débat public à partir d'un bilan contradictoire et démocratique. Nous y reviendrons dans le prochain n° de NLA.

Rappel de chiffres

À l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, le 21 novembre : 5,6 millions d'enfants meurent chaque année de dénutrition, 218 millions d'enfants au travail, 150 millions de fillettes et 73 millions de garçons victimes de rapports sexuels forcés, 2 millions d'enfants tués et 6 millions de blessés dans les conflits armés au cours des dix dernières années.

...et près de chez nous

1 million d'enfants soumis à une grande pauvreté. Des milliers d'écoliers dont les parents ne sont pas régularisés, errent pour trouver un toit pour dormir, se trouvent dans un centre de rétention, se cachent, sont condamnés à vivre dans l'angoisse d'une arrestation.

Avec le plus grand mépris

La Cimade 44 dénonce les conditions de rétention des étrangers avant leur expulsion et la situation explosive qui en découle : pas assez de matelas, pas assez de repas... 4 chambres censées accueillir 8 personnes où se retrouve le double. SARKOZY veut du chiffre à n'importe quel prix !!!!

Politique de la matraque

« Métaux volés : gendarmes et policiers en force à Nantes », « une centaine de gendarmes et de policiers ont opéré un vaste coup de filet... dans un camp des gens du voyage à Nantes », « 150 gendarmes et policiers pour 12 suspects » : titraient la presse locale du 17 novembre. Il y a un peu plus d'un mois, 150 militaires et policiers avaient déjà investi d'autres terrains de gens du voyage de l'agglomération nantaise pour interpellier 9 suspects. Les soupçons portaient sur le vol de ferrailles, le travail clandestin mais aussi la fraude au RMI... (voir NLA N°816). Cherchent-ils à stigmatiser les gens du voyage ?

Politique de la matraque

La direction des Chantiers de l'Atlantique a demandé, le 20 novembre, l'intervention des forces de l'ordre afin de déloger les grévistes de deux entreprises sous-traitantes qui bloquaient l'accès au site.

Principale source d'inégalité

Pour le Conseil de l'Emploi, des Revenus et de la Cohésion sociale (Cerc), il apparaît que le revenu a progressé de 1,4% par an en moyenne entre 2002 et 2005, contre 3,7% par an, les cinq années précédentes. Chaque année, 40% des salariés voient leur revenu baisser en raison de la réduction de la durée du temps de travail. Eu égard au mécanisme de calcul des rémunérations, basé sur le salaire horaire et à l'importance du travail à temps partiel subi, un salarié sur cinq est un travailleur pauvre.

Les Pielstick interdits de moteurs



Comme dans trop d'entreprises aujourd'hui, la recherche du profit immédiat, est la seule obsession de l'allemand MAN qui est l'actionnaire principal de la SEMT Pielstick de Saint-Nazaire. Depuis le printemps, la CGT, puis l'intersyndicale du premier fabricant français de moteurs diesels, ont multiplié les actions pour éviter la disparition programmée de la marque. Pielstick fournissait encore, il y a peu, 80% des moteurs de la Marine nationale, la Marine marchande, les centrales électriques, les groupes de secours des centrales nucléaires, la traction ferroviaire... Ajoutons à cela que 5 000 moteurs dans le monde comptent sur Pielstick pour leur maintenance et leur entretien. Le service après-vente a d'ailleurs représenté, en 2005, 80% du chiffre d'affaires de l'entreprise. Pour augmenter toujours plus ce rendement financier, MAN développe une stratégie d'économies d'échelle, de « mutualisation » des moyens et de rationalisation des gammes à l'échelon européen. Pielstick devient ainsi aujourd'hui, un simple atelier de montage des moteurs allemands. « C'est la fin de la gamme Pielstick avec l'interdiction de proposer nos moteurs à la vente au-delà de juin 2007 » souligne Alain EPAUD, délégué syndical central CGT. Seule victoire obtenue par la lutte mais elle est vitale pour les salariés, il n'y aura pas de licenciements sur le site de Saint-Nazaire. « Une centaine de personnes doit quitter la SEMT dans les deux ans dans le cadre des départs à la retraite et des départs amiante » nuance fortement le responsable syndical qui doute fort qu'ils soient tous remplacés. Au moment où on parle de la fin du pétrole, de la nécessité de développer des moteurs propres et économes en énergie, les élus communistes nazairiens et de la Brière ont été les seuls à soutenir de bout en bout et activement, le mouvement car avec la disparition de la marque Pielstick, plus aucune société française ne reste dans la course pour réaliser les moteurs diesel du XXIème siècle.

Chez Aker 1+1=3

Les salariés de deux sous-traitants d'Aker Yards ont récemment fait grève pour obtenir des augmentations de salaires. Le conflit a d'abord démarré chez Technav, filiale de Cegelec, employant sur le site 70 ouvriers électriciens, soudeurs, serruriers. « Nous sommes en grève à 85% pour une augmentation de salaire de 150 euros car avec 1 200 euros net nous ne pouvons pas faire face au coût de la vie » expliquait Claude. Les travailleurs en lutte ont été rejoints par la trentaine de salariés de CNAI, une entreprise qui installe les cabines à bord des navires. « Nos revendications sont les mêmes,

nous voulons une augmentation de salaire », explique Patrick, délégué CGT. « Nous voulons aussi que la direction retire son projet d'annualisation du temps de travail. Elle veut pou-



Pas de brèche pour le dimanche

Rien ne semble devoir arrêter le gouvernement et le MEDEF d'accroître le processus de déréglementation sociale. Ils n'ont cessé de vouloir légiférer sur l'ouverture du dimanche dans les commerces. Un député UMP souhaite déposer un amendement dans le cadre de la loi sur la consommation qui sera discutée en janvier, « afin d'optimiser les ouvertures le dimanche » indique-t-il. La liste des agressions que subissent les salariés, des femmes, majoritairement, du commerce, est longue. Pour exemple : le nouveau contrat CNE véritable CDD de 2 ans, la suppression d'un jour férié, mais aussi précarisation, temps partiel, bas salaires, et la préconisation de la loi quinquennale de BALLADUR de 93 sur l'ouverture de 5 dimanches, réglementation de 94 en faveur des zones touristiques. La mise en place de CDD, travail à temps partiel,

avec son lot de bas salaires, a dévoyé la notion du volontariat qui s'est transformé en obligation sociale, face à la crainte des salariés de ne plus pouvoir subvenir correctement aux besoins de leurs familles, ou de se retrouver sans emploi. Banaliser le travail du dimanche, contourner et faire disparaître l'article 9 du code du travail concernant le repos dominical, est leur seul objectif. Travailler plus pour gagner plus ! Chiffre d'affaires en plus, nous assurent les patrons, mais notre pouvoir d'achat reste le même. Les salariés du commerce sont aussi des consommateurs, et les consommateurs, des salariés. Tous ont besoin d'une vie de famille, d'une vie équilibrée, d'un espace de liberté pour se cultiver, avoir des loisirs. Faire autre chose, pour les salariés, que travailler ; et, pour les clients faire autre chose, que de fréquenter les commerces.



voir nous faire travailler 48 heures, certaines semaines et rester à la maison à d'autres moments. Alors qu'elle annonce que son plan de charge est plein jusqu'en 2009-2010. » La

pression sur les coûts et donc sur les salaires chez les sous-traitants est vive et elle ne peut que s'accroître puisque la nouvelle direction des Chantiers a annoncé début novembre, un plan d'action de choc intitulé « 1+1=3 ». Ce qu'on pourrait traduire par comment fabriquer autant avec moins de personnel ! Ce plan a pour objectif de réduire les dépenses d'Aker Yards de 100 millions d'euros par an. Le groupe vient pourtant d'annoncer en grande pompe la création de 2 000 emplois pour le bassin de Saint-Nazaire dont 650 sur le site des Chantiers. Mais derrière cet affichage rassurant, il a présenté en CE un projet nettement moins riche en emplois. Il prévoit le maintien des effectifs Aker Yards à 2 600 postes (en travaillant à plein, les Chantiers pourraient donner du travail à 5 000 personnes), la suppression de 340 postes et l'externalisation de 40 emplois qui seraient (théoriquement) compensés par l'embauche de 400 ouvriers.

Evénements, culture, idées.

«Les classes moyennes à la dérive»

par Louis CHAUVEL

Ce livre est d'abord «un diagnostic mieux ajusté sur l'ensemble des angoisses contemporaines dont les classes moyennes sont le foyer principal [...] fondées pour une part sur des réalités tangibles, pour une autre sur des phantasmes».

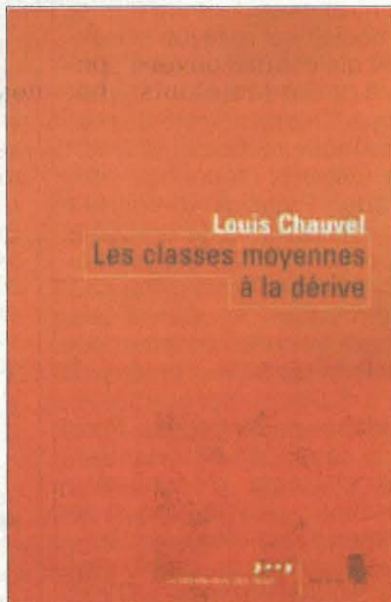
Pour le sociologue Louis CHAUVEL, les classes moyennes, colonne vertébrale de la société française mais aussi, paradoxalement population mal connue, sont à l'épicentre des transformations sociales d'aujourd'hui. Si on analyse deux récents scrutins - le référendum de 2005 et la présidentielle de 2002 - on peut y déceler les tensions qui travaillent ces classes moyennes. Certes, elles n'appartiennent pas — encore — à la «France invisible» (voir NLA n° 817), mais leur situation évolue néanmoins rapidement du simple malaise à la crise ouverte.

Pour arriver au constat central suivant : «situées hier au centre des espoirs, marquées par l'expansion numérique et par l'homogénéisation culturelle, considérées comme hautement attractives par leur capacité d'assimilation de groupes sociaux issus tout aussi bien des classes populaires que de la bourgeoisie, promises à un avenir de progrès, destinées à la prise démocratique du pouvoir [...] ces catégories subissent aujourd'hui le grand retournement de tendance et deviennent comme un ensemble repoussoir dont il faut coûte que coûte sortir par le haut».

Avec de multiples implications : «Pour un nombre croissant d'enfants issus des groupes sociaux qui ont été les grands «gagnants» des trente glorieuses, il est impossible de «réussir» par soi-même dans la vie». Difficulté à trouver un emploi stable, coût de la vie, augmentation quasi nulle du niveau de vie, hausse des prix du logement, tous les facteurs se combinent pour faire qu'un trentenaire ou un quadragénaire aujourd'hui, a toutes les chances de s'en tirer moins bien que ses parents au même âge. De plus en plus, le niveau de diplôme cesse d'être une protection contre le déclassement : on se contente de ce qu'on trouve et on cesse d'espérer. «La complexification de la question sociale résulte pour une grande part de l'absence de clarification sur les choix d'avenir».

Ce constat éclaire ainsi d'un jour nouveau «les différents mouvements qui, des banlieues aux universités, ont animé de nombreuses fractions de la jeunesse», montrant que «sous la surface calme de ces nouvelles générations, qui ne semblent guère idéologues, des courants complexes et de plus en plus violents, se font jour». Ainsi, «alors que le rêve des classes moyennes était celui de toute la société française — leurs représentations et leurs aspirations étant suppo-

sées se généraliser à l'ensemble du corps social -, c'est leur angoisse qui pourrait devenir demain le cauchemar de tous : elles ne diffusent plus la confiance, mais l'anxiété». Pour Louis CHAUVEL, les principaux signes de désa-



bilisation politique que nous connaissons depuis quelques années, ne sont pas étrangères à cette dynamique : «montée en puissance de l'extrême droite puis stabilisation à un haut niveau, 21 avril 2002, durcissement du débat politique, émergence de courants anti-européens, anxiété, pessimisme, déclinisme, populismes de tous bords, etc. En réalité, ces signes ne résultent pas simplement d'un passage à la radicalité politique des jeunes victimes de ce changement social, mais aussi — sur-

tout — des effets délétères sur la génération précédente du constat de ce que vit la génération suivante». En définitive, «la crise actuelle des classes moyennes n'est pas simplement une panne de projet pour le reste de la société, c'est aussi le fait que le reste de la société, maintenant, le sait».

Dans un tel contexte, certes «les contre-projets disponibles — retour à l'autorité, à la hiérarchie, à l'ordre, à la famille ou au travail — manquent de créativité», mais le terrain est-il pour autant préparé à une telle «exigence de retour de bâton». D'où, sans aucun doute aussi, l'écho des discours, en terme de soi-disant «rupture», de Sarkozy ou de Ségolène ! S'il est évident que «ces classes moyennes feront l'objet, pour les mois et les années à venir, des plus grandes attentions des politiques [...] les intentions cachées seront nombreuses».

Or, malheureusement, conclut Louis CHAUVEL, en forme d'avertissement : «depuis longtemps, les années électorales sont rarement le bon moment pour poser des questions trop sérieuses. Et ensuite, il est trop tard». Une lecture suggestive et essentielle.

Louis CHAUVEL, «Les classes moyennes à la dérive», Ed. Seuil (octobre 2006), Coll. «La république des idées», 108 pages, 10,50 €.

Coup de cœur

Sting : «Songs from the Labyrinth» de John DOWLAND (1563-1626)

La pop star britannique STING avec son dernier album «Songs from the Labyrinth», revisite avec audace les œuvres du compositeur anglais John DOWLAND (1563-1626), grand poète et compositeur, joueur de luth de la période élisabéthaine, l'un des inventeurs de la guitare moderne.

On ne peut que constater la cohérence du projet et l'intérêt du résultat. Il faut mesurer la sensibilité langagière, l'intelligence musicale aigüe qui habite chaque plage, dans le refus de tout effet affecté. Plus encore, l'empathie entre l'interprète et le chant est manifeste. On sent toute la passion et l'harmonie intérieure de STING face à cette œuvre. Certes, même si l'album est produit par le prestigieux label Deutsche Grammophon, il n'appartient pas vraiment au registre classique car son approche relève davantage de l'esthétique pop. STING est accompagné au luth par le bosniaque Edin KARAMAZOV, dont l'apport est essentiel, et en joue parfois aussi lui-même, sur certains morceaux.

Sa voix chaude, au timbre légèrement voilé, peut paraître un peu limitée. Mais elle module à souhait les glissandos des lamentos. Et, au total, n'en déplaise aux puristes, le résultat est très convaincant. Car STING prend bien sûr, le risque du jugement des intégrismes de tous bords : les fans de la première heure du leader du groupe rock «Police» qui seront sans doute un peu déboussolés ou bien les sectaires de la musique classique qui estimeront que seuls certains élus ont le privilège et le droit d'interpréter de telles œuvres. Même aveuglement, dont l'inertie frileuse ne conviendra décidément jamais aux œuvres inspirées.

Dans cet enregistrement, l'accompagnement au luth est parfaitement en place. La voix rauque au grain non dissimulé, mais dans la juste tessiture, a sans excès cet authentique accent si British de mise ici. Une performance, en tous points, estimable et courageuse, qui ne cherche pas à reproduire un modèle, mais offre simplement un autre éclairage. Avec ce souci évident de délivrer un peu de la vérité de l'homme John DOWLANDS, le révélant ainsi, au-delà des siècles, proche de nous : un génie de l'expression des sentiments amoureux que, finalement, cet opus peu élitiste nous permet d'apprécier de manière renouvelée.

On pourra donc se laisser aller sans restriction au jeu des deux passions conciliables, pour STING et pour DOWLANDS, et (re) découvrir ainsi ces ballades au texte d'une fulgurante beauté («Have you seen the bright lily grow», «Clear or cloudy», «Weep you no more, sad fountains»), à la musique éternelle, d'un auteur vibrant et proche, dans une interprétation qui, entre les rayons «musique classique» et «pop-rock», dépasse les étiquettes décidément trop étriquées des bacs des disquaires. STING, «Songs from the Labyrinth», CD Deutsche Grammophon, 16,61 €.



Exposition...



Zones arides au Lieu Unique

Zones Arides est né du désir d'un artiste globe-trotter, Olivier MOSSET, de faire partager sa passion pour une contrée semi

légendaire qu'est cette terre d'Arizona, à la frontière sud-ouest des USA, cet «autre côté» des Mexicains, candidats infatigables à ce passage périlleux. L'exposition a pour thème le désert, mais ce désert est avant tout rempli d'histoires : celle des Navajos d'abord, peuplade «primitive» qui a longtemps alimenté l'imaginaire hollywoodien de la conquête de l'Ouest. Aujourd'hui, l'épopée a fait place à une réalité teintée des couleurs de la désillusion et de la protestation.

Les artistes de Zones Arides forment une communauté éphémère et transatlantique. Ils ont tenté de redessiner, du documentaire à la sculpture monumentale, le portrait de cette zone aride, de rafraîchir sa légende et de la mettre en scène.

Une exposition en deux temps et quatre espaces : le Lieu Unique, le cinéma Katorza à Nantes, l'Espace Paul Ricard à Paris et, en 2007, le Musée de Tucson (Arizona).

Du 12/11/2006 au 07/01/2007 : Entrée gratuite au Lieu Unique (LU), Quai Ferdinand-Favre à Nantes.

Lire

L'art de péter

de P.T.N. HURTAUT

Classé dans les meilleures ventes actuelles dans la catégorie essais, «L'art de péter» est la réédition d'un classique de la littérature comique du 18^{ème} siècle écrite en 1751 par un érudit, Pierre-Thomas-Nicolas HURTAUT. Un «essai théori-physique et méthodique à l'usage des personnes constipées, des personnes graves et austères, des dames mélancoliques et de tous ceux qui restent esclaves du préjugé».

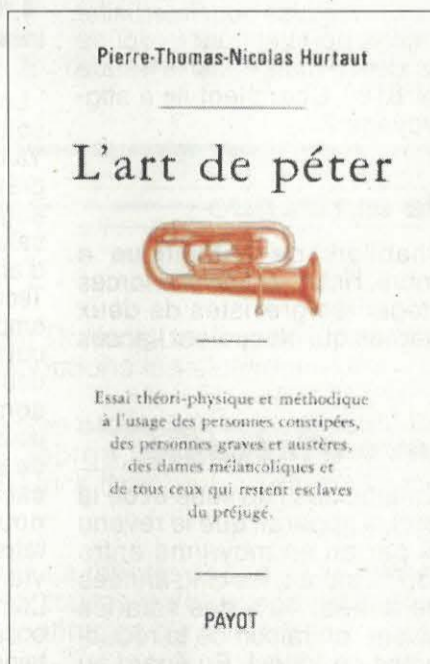
Or être esclave du préjugé, peut coûter cher. Ainsi, une femme qui,

par coquetterie, n'avait plus péter depuis douze ans, est morte de s'être trop retenue... Cette anecdote, parmi bien d'autres, est rapportée par P-T-N. HURTAUT, pour qui péter était un art et le pet, bien lancé, une arme sociale.

Son livre, évidemment rabelaisien et fort drolatique, est rapidement devenu un classique de la littérature comique et pseudo-médicale. Même si ses précisions sont très peu convaincantes au regard de la médecine, elles restent très amusantes pour

les nombreux esprits mal tournés, d'où le grand succès de cette

selon leur musicalité, et explique les différentes manières d'en prolonger, d'en moduler, ou d'en minorer les sonorités et les effets olfactifs.



Les «vents» - pour utiliser un euphémisme plus châtié - y sont donc soigneusement décrits, classés et leur usage codifié car «il est en effet plus essentiel qu'on ne pense ordinairement de savoir péter à propos».

L'une des nombreuses formules bien senties de cet «art de péter» aux très sérieuses éditions Payot. L'art de péter de Pierre-Thomas-Nicolas HURTAUT, éditions Payot, 2006, 10 €.

réédition. HURTAUT y décrit toute la diversité des pets, qu'il classe

Nicolas HURTAUT, éditions Payot, 2006, 10 €.

près de vous

Queen Marie II

Le Mémorial, maintenant

Roger DAVID Maire de Saint Malo de Guersac, Jean-Louis LE CORRE, Maire de Trignac et Christian SAULNIER Adjoint au maire de Saint Nazaire ont participé, le mercredi 15 novembre, à l'hommage aux victimes de la passerelle du Queen Mary II. Pour les trois élus communistes, l'attente du procès ne doit pas retarder la création d'un mémorial pour les familles. Le monument doit leur permettre de faire leur deuil et rappeler aux générations futures que c'est l'appât du gain facile et rapide, la sous-traitance en cascade et l'exploitation des hommes qui ont conduit au drame.

Nantes Métropole

Yann VINCE

«N'oublions pas le peuple sahraoui.»

Intervenant sur le partenariat avec la commune urbaine d'Agadir, Yann VINCE a rappelé le sort du peuple sahraoui. «J'ai eu l'occasion d'entendre récemment Aminatou HAÏDAR, jeune femme sahraoui, une des leaders du soulèvement populaire pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination... elle a connu la torture, les bagnes, la prison noire. Elle consacre aujourd'hui toute son énergie à s'opposer à la présence coloniale marocaine et à sensibiliser l'opinion mondiale». Il s'est dit convaincu « que sans actes forts venant de notre pays, le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui continuera à être bafoué »

Sans papiers régularisés

Un an pour obtenir la carte

La prise en charge sociale des familles et personnes régularisées est aujourd'hui de la compétence du Conseil général. Jean-Louis LE CORRE, vice-Président du Conseil général a reçu, en compagnie d'Alain ROBERT responsable de la solidarité et de l'insertion, le collectif "Enfants Etrangers Citoyens Solidaires". Il s'agissait d'étudier diverses demandes, notamment la possibilité d'apporter une contribution financière pour la visite médicale obligatoire. Jean-Louis LE CORRE a souhaité qu'au sortir des hébergements d'urgence, les familles régularisées bénéficient de la mise en place d'un dispositif expérimental d'hébergement temporaire ce qui faciliterait le parcours d'un an, généralement nécessaire pour bénéficier de la carte de séjour temporaire qui ouvre le droit au travail.

L'activité

Les nouveaux horizons de la métropole

Tel était le thème de la 3ème Conférence métropolitaine qui réunissait le 17 novembre tous les acteurs politiques, sociaux, économiques, de l'estuaire. Un thème ambitieux pour un résultat en demi teinte. Si les visions d'un urbaniste ou encore d'un sociologue, apportaient une dimension sollicitant la réflexion des élus communautaires des 5 communautés (urbaine, d'agglomération et de communes) du territoire métropolitain, il n'en fut pas de même tout au long de la journée. Quel modèle de développement ? Quelle ouverture sur le monde ? Comment valoriser les atouts géographiques de l'estuaire ?

Sur ces questions essentielles, le débat ne dépassa guère les ateliers thématiques qui permirent aux élus communistes notamment, de réaffirmer leur attachement à un développement ambitieux sur le plan économique tout en valorisant la dimension environnementale de l'estuaire. Une succession d'interventions «d'experts» monopolisa la Conférence laissant peu de place à une intervention citoyenne qu'appelaient pourtant de ses vœux le président du SCOT métropolitain, Jean-Marc AYRAULT, en proposant la création «d'ateliers de la métropole» réunissant un panel de citoyens. L'enjeu est pourtant là : le territoire métropolitain est avant tout un espace sur lequel vivent des hommes qui ont, tout à la fois des besoins sociaux, économiques, environnementaux. «Ce sont les habitants qui vivent l'estuaire» soulignait Presse Océan, seul quotidien à couvrir l'événement !

Yann VINCE

Manifestation

«Des tunes pour les communes !»



Plus de 2000 élus ont répondu, samedi 18 novembre, à l'appel de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains pour réclamer une réforme des finances locales. «Des tunes pour les communes !» réclamait le cortège motivé qui, en fin de parcours, a rencontré les travailleurs sociaux qui demandaient l'annulation de la Loi SARKOZY sur la prévention de la délinquance. En tête de la manifestation qui, partant de l'Assemblée nationale, a rejoint Matignon, une forte délégation de la Loire Atlantique avec à sa tête Marc JUSTY, Président de l'ADECRA 44. «Plafonnement des recettes, dotations à la baisse, transferts sans moyens... L'étranglement est programmé. Pour bénéficier des services publics locaux, les habitants devront payer. L'enjeu, c'est de faire main basse sur tout ce qui peut encore échapper aux lois du marché. Crèches, écoles, restauration scolaire, centres de loisirs, équipements culturels et sociaux, centres sportifs, aide aux personnes âgées, action sociale et de prévention, voiries, espaces verts, aménagements urbains, routes et transports publics, eau... rien n'est à l'abri des prédateurs !... Il y a aujourd'hui 8 fois plus d'argent dans la sphère financière que dans la sphère productive et les actifs financiers des entreprises y occupent une place de choix. Ils représentent 5000 milliards d'euros soit 2 à 3 fois le Produit Intérieur Brut, 5 fois le budget de la nation, 20 fois les budgets des collectivités territoriales. Si on taxait les actifs financiers des entreprises à un taux faible de 0,5 % : 25 milliards d'euros seraient disponibles pour les collectivités» a déclaré le Maire de Saint Joachim.

Le Carène

Jean-Yves ROMAND : «Notre territoire n'est pas un écomusée !»

Le Conseil de la communauté d'agglomération de la région nazairienne avait, le 14 novembre, son premier débat sur le futur plan d'aménagement et de développement durable qui sera adopté au printemps prochain. Les élus communistes ont affirmé que le respect de l'environnement devait aller de pair avec la croissance industrielle, une politique résolument sociale et la création d'emplois. Car il ne saurait être question «comme le proposent les partisans de la décroissance, de transformer la Carène en un écomusée !» a affirmé, avec force Jean-Yves ROMAND

Grève des pompiers

Jean-Louis LE CORRE

et Claude Constant, solidaires

Le mouvement national intersyndical des sapeurs-pompiers exprime depuis quelques semaines, ses revendications de façon spectaculaire sur les véhicules d'intervention et pratique la grève administrative. Membres de la Conférence départementale des services d'incendie et de secours (SDIS) Jean Louis LE CORRE et Claude CONSTANT ont exprimé leur solidarité avec les revendications salariales de professionnels qui disent en avoir «ras les bottes». Demandant que «la dangerosité du métier... prouvée par les trop nombreux décès ou accidents de service» soit explicitement reconnue dans les statuts, les deux élus ont souhaité que la pénibilité du service soit «davantage prise en compte pour proposer aux sapeurs-pompiers professionnels une fin de carrière digne et réaliste». Ces revendications ont été reprises dans le cadre d'une motion votée par le bureau du SDIS. Les Elus communistes ont également rappelé que ce mouvement prouve «les limites d'une départementalisation qui devrait permettre d'assurer la mise en œuvre d'un service public majeur» et qui, tout au contraire, fragilise le service public et porte atteinte à la cohérence de l'institution.



La Baule

Pourquoi, Monsieur le Maire ?

Le Collège Sainte Marie situé au centre ville souhaite s'agrandir et veut se délocaliser. «Pourquoi pas ?» admet Gérard DENOYELLE au Conseil municipal de la Baule. Constatant, cependant, la précipitation du Maire pour céder très rapidement un terrain communal de 15 000 m² au collège (dans une opération qui nécessitera une modification du Plan Local d'Urbanisme), il pose la question qui fâche «Pourquoi, puisque d'autres solutions existent, voulez vous vendre le seul foncier municipal qui nous reste à une structure privée permettant au passage, au collège Sainte Marie de faire une magnifique spéculation immobilière en vendant ses terrains situés en plein centre ville ?» D'autant que le premier magistrat baulois prétend, depuis des années, à qui veut l'entendre et la main sur le cœur, qu'il construirait bien du logement social s'il avait du foncier disponible !

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



VENREDI 24 NOVEMBRE : Huma-Café à 18h00 au salon Musique du Lieu Unique à Nantes « le Brésil après la réélection de Lula » avec Jean-Yves MARTIN, Docteur en Géographie et Bernard DURAUD rédacteur à l'Humanité.

MERCREDI 29 NOVEMBRE : réunion du Collectif d'union populaire de Doulon à 18h30 mairie annexe de Doulon à Nantes.

JEUDI 30 NOVEMBRE : réunion du Comité exécutif de section de la Brière à 18h30, salle des associations à Saint-Joachim.

JEUDI 30 NOVEMBRE : Assemblée générale de la section du Pays de Retz à 20h30, mairie annexe de la Birochère à Pornic.

VENREDI 1^{er} DECEMBRE : réunion du Collectif unitaire antilibéral du Loroux-Bottereau.

LUNDI 4 DECEMBRE : réunion du Collectif unitaire antilibéral de Trignac à 18h30 salle Léon Mauvais à Trignac.

MERCREDI 6 DECEMBRE : réunion du Collectif unitaire antilibéral de Vertou.

JEUDI 7 DECEMBRE : réunion du Comité exécutif de section de la Brière à 18h30, salle des associations à Saint-Joachim.

JEUDI 7 DECEMBRE : réunion du Collectif unitaire antilibéral de Couëron à 20h30 salle de la Fraternité à Couëron.

MARDI 12 DECEMBRE : réunion du Conseil Départemental du PCF à 18h30 au siège de la Fédération à Nantes.

JEUDI 14 DECEMBRE : réunion du Comité local de la section de la Basse Loire à 18h30, salle de la Fraternité à Couëron.

LE JEU DU VIN ET DE LA VIGNE.

Cette année encore, nous vous donnons la possibilité de faire travailler vos neurones en cette fin d'année en vous proposant de participer à notre jeu et peut-être faire partie de nos nombreux gagnants.

Pour cela, il vous suffit de répondre, sans aucun engagement de votre part, aux 10 questions et de nous faire parvenir vos réponses à « NLA - 41 rue des Olivettes 44000 Nantes » avant le 13 décembre, dernier délai.

Le numéro des " Nouvelles " du 14 décembre donnera les réponses ainsi que les sources qui ont permis d'élaborer la question et la réponse. Il vous suffira donc, si vous êtes parmi nos heureux gagnants, de venir retirer votre lot à la Fédération du Parti Communiste avant les fêtes de fin d'année.

Vous souhaitant bon courage, bonne réflexion et bonne chance, nous attendons vos réponses.

«Nouvelles de Loire Atlantique»

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la

collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



Partie à conserver	Partie à renvoyer à NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes
	NOM
	PRENOM.....
Question 1 Quel est le cépage rouge le plus planté dans le Val de Loire ? A Cabernet franc B Cabernet sauvignon C Gamay	Réponse 1 A B C
Question 2 Dans cette même région, quel est le cépage blanc le plus planté ? A Chenin B Muscadet C sauvignon	Réponse 2 A B C
Question 3 En quelle année a été créée l'appellation Gros Plant VDQS ? A 1954 B 1949 C 1928	Réponse 3 A B C
Question 4 Un vin est madéré lorsqu'il : A provient de l'île de Madère B est oxydé C est bouchonné	Réponse 4 A B C
Question 5 En quelle année, le Sancerre a-t-il obtenu l'appellation AOC ? A 1936 B 1945 C 1981	Réponse 5 A B C
Question 6 De quel grand acteur est cette expression : « Le lyrisme est né dans le vin » ? A Gérard DEPARDIEU B Michel SIMON C Louis JOUVET	Réponse 6 A B C
Question 7 Dans les coteaux du Vendômois, quel cépage est souvent associé au Gamay ? A Le Merlot B Le Cabernet sauvignon C Le Pineau d'Aunis	Réponse 7 A B C
Question 8 Quel pape français a choisi comme résidence d'été, « Château neuf » ?	Réponse 8
Question 9 De qui est l'expression : « Pas de vin, pas de soldat » ?	Réponse 9
Question 10 De quelle région viticole provient le macvin ?	Réponse 10



Ouvrons-la !!

Les jeunes communistes de Loire-Atlantique ont inauguré, le 21 novembre 2006, leur nouveau local. Cette inauguration s'est faite dans la convivialité et dans l'amitié. De nombreux jeunes communistes de Loire-Atlantique étaient présents, ainsi que Manu BLASCO, Secrétaire national de l'Union des Etudiants Com-

munistes, Anne-Laure PEREZ, coordinatrice nationale de la JC, des représentants des jeunes verts, du mouvement des jeunes socialistes, de la CGT jeunes, de l'UNEF, et des membres du Conseil départemental du PCF. Aymeric SEASSAU, responsable de la JC de Loire-Atlantique et Anne Laure PEREZ sont intervenus pour

rappeler les coûts portés par la droite depuis qu'elle est au pouvoir, notre travail au niveau local et national, et remercier

qui soutiennent notre mouvement. Nous tenons à remercier Anne-Laure pour son suivi de notre Fédération.



la Fédération du PCF, ainsi que tous les militants du Parti

C'est un moment important dans la structuration de

notre mouvement. Ce local va nous permettre de travailler dans de meilleures conditions pour mettre en place nos nombreuses activités, nos luttes. Cette salle va être un lieu de travail, mais également un lieu de connaissance car dans quelques jours, nous aurons la chance d'avoir dans ce local, la bibliothèque du PCF. Le lendemain midi, nous avons organisé un débat à la fac. Nous avons abordé les quatre chantiers de la JC « pour

changer nos vies et la société », en finir avec toutes les précarités ; vivre ensemble dans une société de partage et de rencontres ; une éducation pour la réussite de tous ; et un monde de paix, de justice et de solidarité. Il est important de montrer que les projets de société ne peuvent se faire sans la jeunesse, que nous lutterons pour nos idées, et qu'en 2007, nous nous laisserons pas voler l'élection présidentielle !!!